



Martha Tinny MOLEMA
President
Présidente

Akhator Joel ODIGIE
General Secretary
Secrétaire Général

Route Internationale d'Atakpamé
Centre FOPADESC Agoè – Nyivé
B.P. : 4401 – Tel.: 00228 22 25 03 90
LOME - TOGO
Email: info@ituc-africa.org
Web: www.ituc-africa.org

Lomé, le 20 octobre 2025

La protestation populaire n'est pas un appel à l'aventurisme militaire : Les travailleurs africains demandent le retour immédiat à un régime civil à Madagascar.

L'Organisation régionale africaine de la Confédération syndicale internationale (CSI-Afrique) exprime sa profonde préoccupation face à la crise politique actuelle à Madagascar, provoquée par la prise de pouvoir de l'armée.

Nous réaffirmons notre solidarité indéfectible avec les travailleurs et le peuple malgache qui subissent depuis longtemps des difficultés économiques, des défaillances de la gouvernance et une marginalisation politique. Les revendications légitimes exprimées par les citoyens, en particulier par les jeunes à travers leurs actions de protestation, traduisent une profonde frustration face au chômage, aux inégalités et à l'érosion de la responsabilité démocratique. Ces appels [à la justice et] à la réforme exprimaient une aspiration au renouveau [démocratique], et non une invitation à une intervention militaire.

Il est donc profondément regrettable que l'armée malgache ait choisi d'exploiter ce moment d'expression civique pour s'imposer comme une autorité de fait. De tels actes constituent une trahison grave de la confiance publique et relèvent de l'opportunisme, sapant les aspirations légitimes du peuple à une gouvernance démocratique, responsable et participative.

La CSI-Afrique affirme avec force que l'armée doit assumer l'entière responsabilité de restaurer sans délai un régime civil [et constitutionnel] à Madagascar. Dans une démocratie, le rôle des forces armées est de défendre la nation et de protéger son peuple, et non d'usurper sa souveraineté. Le maintien du contrôle militaire ne ferait qu'approfondir les divisions sociales, aggraver l'instabilité et affaiblir la protection des droits des travailleurs et des citoyens.

Nous appelons à :

1. La restauration immédiate de l'ordre constitutionnel et la réhabilitation des institutions démocratiques à travers un processus de transition inclusif, transparent et limité dans le temps.
2. La pleine protection des droits humains et syndicaux, y compris les libertés d'association, de réunion et d'expression.
3. Un dialogue national constructif entre les acteurs politiques, la société civile et les organisations syndicales, en vue de bâtir un large consensus national pour la paix et la réforme.

L'armée doit reconnaître son devoir moral et politique de se retirer du pouvoir pour permettre au peuple malgache de déterminer librement son avenir par des moyens démocratiques. La CSI-Afrique réaffirme sa solidarité indéfectible avec le mouvement syndical malgache ainsi qu'avec tous les citoyens engagés en faveur de la restauration de la démocratie, de la paix et de la justice sociale.

Pour la démocratie, les droits des travailleurs et la paix à Madagascar.

Le Sectaire Général



Akhator Joel Odigie